ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.421/4
DU 26 OCTOBRE 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 7 octobre 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi « relative au transport de marchandises par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil et portant exécution du Règlement (CE) 1072/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché du transport international de marchandises par route », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

Formalités préalables

Conformément à l'article 6, § 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', l'avant-projet examiné doit être soumis à la procédure d'association des Gouvernements de région.

Ne figurent toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que les copies des lettres adressées aux différents gouvernements de région et datées, tout comme la demande d'avis, du 5 octobre 2011.

Il revient par conséquent à l'auteur de l'avant-projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

Présentation de l'avant-projet

1. L'avant-projet de loi doit être complété par un arrêté de présentation [1].

2. En outre, il est prématuré d'assortir le texte d'un tel projet d'une formule de promulgation. En conséquence, à la fin de l'avant-projet il y a lieu de supprimer la phrase « Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le Moniteur belge ».

[1] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 5.

Observations particulières

Dispositif

Article 1er

1. Dès lors qu'ils confèrent une compétence nouvelle au tribunal de police, les articles 45, § 5, et 50, de l'avant-projet, règlent une matière visée à l'article 77 de la Constitution et non à l'article 78 et doivent dès lors faire l'objet d'un avant-projet de loi distinct.

2. Il en va de même de l'article 53 de l'avant-projet (article 601*ter*, en projet, du Code judiciaire et articles 10 et 12, en projet, de la loi du 17 avril 1878 'contenant le Titre préliminaire du Code de procédure pénale').

3. Pour le surplus, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 1er de l'avis 50.422/4, donné ce jour par la section de législation sur l'avant-projet de loi 'relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le règlement (CE) n° 561/2006' (ci-après l'avis 50.422/4 ou l'avant-projet 50.422/4).

Article 6

À l'alinéa 2, l'habilitation donnée au Roi de déterminer les « conditions plus détaillées » de la profession de transporteur de marchandises par route est ambigüe.

Se pose d'ailleurs la question de savoir si l'alinéa 1er de la disposition de l'avant-projet s'appliquera même en l'absence d'intervention du Roi.

Se pose ensuite la question de savoir quelles sont la nature et la portée des conditions plus détaillées que le Roi serait habilité à déterminer.

Tant la disposition que le commentaire de l'article seront revus afin de clarifier l'habilitation ainsi donnée au Roi ainsi que, le cas échéant, le caractère dérogatoire des dispositions que le Roi serait amené à prendre.

Article 8

1. Chaque fois qu'il est renvoyé à des subdivisions du paragraphe 1er, il y a lieu de renvoyer au paragraphe 1er, alinéa 1er, ce paragraphe comportant deux alinéas.

2. Selon l'article 8, § 1er, alinéa 1er, 1° du texte en projet, la condition d'honorabilité n'est pas satisfaite en présence d'une « condamnation pénale grave coulée en force de chose jugée durant les dix dernières années, sous réserve de réhabilitation ». La « condamnation pénale grave » dont question est définie par le paragraphe 2 du même article comme « toute condamnation pénale qui a donné lieu à une peine d'emprisonnement principal supérieure à six mois ou à une amende supérieure à quatre mille euros ». À la différence de ce que prévoit l'article 8, § 1er, alinéa 1er, 2° et 4° de l'avant-projet et de ce qu'envisage – à titre de minimum – le règlement 1071/2009, il n'est donc pas tenu compte, sous l'angle de l'article 8, § 1er, alinéa 1er, 1°, de la nature particulière de l'infraction dont la commission pourrait constituer le fait générateur de la perte d'honorabilité, ou encore, de l'identité de la législation à laquelle il a été contrevenu. Le seul élément déterminant réside dans le *quantum* de la peine prononcée : de ce dernier, et de lui seul, découlera automatiquement, sans appréciation supplémentaire de la part du juge appelé à prononcer la condamnation principale, la perte d'honorabilité et l'interdiction professionnelle qui lui est corrélative.

Cette indifférence à l'égard de la nature du fait infractionnel et de l'identité de la réglementation à laquelle il a été contrevenu, est confirmée par l'exposé des motifs : « la condition d'honorabilité n'est pas/plus remplie dès qu'une personne a encouru : 1. Une condamnation pénale grave, coulée en force de chose jugée durant les dix dernières années, sous réserve de réhabilitation, *dans quelque domaine que ce soit ;* (…) » (Le Conseil d'État souligne).

Pareille indistinction n'est pas compatible avec le respect dû au droit au libre choix de l'activité professionnelle, tel qu'il est notamment garanti par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme [2] ainsi que par les articles 22 [3] et 23 [4] de la Constitution, ni avec l'interdiction de discrimination dans la réglementation de ce libre choix,

[2] Voir Cour eur. D.H., arrêt *Bigaeva c. Grèce* du 28 mai 2009, §§ 22-23 ; Cour eur. D.H., arrêt *Albanese c. Italie* du 23 mars 2006, §§ 53-54

[3] Voir en effet, sur le parallélisme d'interprétation entre la notion de vie privée au sens de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'Homme et la notion de vie privée au sens de l'article 22 de la Constitution, C.C., 145/2011, 22 septembre 2011, B.33.2 : « Il ressort en outre des travaux préparatoires de l'article 22 de la Constitution que le Constituant a cherché 'à mettre le plus possible la proposition en concordance avec l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH), afin d'éviter toute contestation sur le contenu respectif de l'article de la Constitution et de l'article 8 de la CEDH' (*Doc. parl.*, Chambre, 1992-1993, n° 997/5, p. 2) ».

[4] Voir C.C., 56/2011, 28 avril 2011, B.8.1

telle qu'elle découle de l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'Homme combiné avec l'une des dispositions susdites. Il est certes admissible que la loi prévoie – le cas échéant de manière automatique – une interdiction professionnelle ou une suspension de droits fondamentaux à titre de sanction accessoire en cas de condamnation encourue à raison de la commission de faits pénaux. C'est à la condition toutefois qu'il existe un lien spécifique et rationnel entre la nature des faits pénaux concernés et les éventuelles « déviances » qu'ils révèlent, d'une part, et les qualités requises pour exercer la profession et le droit fondamental concerné, d'autre part [5]. À défaut qu'un tel lien existe et que sa rationalité puisse être démontrée – telle est précisément la situation en l'espèce, en raison de l'indistinction décrite ci-avant –, la mesure doit être considérée comme disproportionnée [6], et s'expose au grief supplémentaire de traiter à l'identique, sans justification objective et raisonnable, des délinquants pénaux ne se trouvant pas dans des situations comparables au regard de cette mesure. La section de législation du Conseil d'État ne peut sur ce point que renvoyer, par analogie, à la motivation qui a conduit la Cour européenne des droits de l'Homme, dans un arrêt *Thlimmenos c. Grèce*, à juger contraire à l'article 14 de la Convention éponyme, la législation nationale qui privait automatiquement les personnes ayant encouru une

[5] Voir en ce sens, notamment, C.C., 38/2000, 29 mars 2000, B.4 (à propos de l'interdiction faite aux personnes ayant commis certains faits pénaux – enlèvements de mineurs ; attentat à la pudeur ou viol ; corruption de la jeunesse et prostitution ; outrages publics aux bonnes mœurs - d'être débitants de boissons fermentées à consommer sur place) : « Les faits qui valent à leur auteur l'interdiction en cause sont de ceux dont le législateur peut penser, sans erreur manifeste, que ceux qui les ont commis risquent plus que d'autres, s'ils tiennent un débit de boissons fermentées à consommer sur place, de favoriser ou de commettre des faits de même nature ».

[6] Voir, par analogie, les motifs qui ont conduit la Cour européenne des droits de l'Homme à conclure à l'inadmissibilité de la suspension automatique des droits politiques des personnes ayant encouru une condamnation pénale d'un certain *quantum* (Cour eur. D.H., arrêt *Hirst c. Royaume-Uni (n° 2)* du 6 octobre 2005, § 82 « (La disposition de la législation électorale britannique querellée) demeure un instrument sans nuances, qui dépouille du droit de vote, garanti par la Convention, un grand nombre d'individus, et ce de manière indifférenciée. Cette disposition inflige une restriction globale à tous les détenus condamnés purgeant leur peine et s'applique automatiquement à eux, quelle que soit la durée de leur peine et indépendamment de la nature ou de la gravité de l'infraction qu'ils ont commise et de leur situation personnelle. Force est de considérer que pareille restriction générale, automatique et indifférenciée à un droit consacré par la Convention et revêtant une importance cruciale outrepasse une marge d'appréciation acceptable, aussi large soit-elle, et est incompatible avec l'article 3 du Protocole n° 1 »). Voir. ég., et toujours par analogie, les motifs qui ont conduit la Cour européenne des droits de l'Homme à conclure à l'inadmissibilité de la suspension automatique des droits parentaux des personnes ayant encouru une condamnation pénale d'un certain *quantum* (Cour eur. D. H., arrêt *Sabou et Piracalab c. Roumanie* du 28 septembre 2004, §§ 48-49 : « La Cour observe que l'infraction pour laquelle le requérant a été condamné était totalement étrangère aux questions liées à l'autorité parentale et qu'à aucun moment, il n'a été allégué un manque de soins ou des mauvais traitements de sa part envers ses enfants. La Cour relève qu'en droit roumain, l'interdiction d'exercer les droits parentaux s'applique automatiquement et d'une manière absolue à titre de peine accessoire à toute personne qui exécute une peine de prison, sans aucun contrôle de la part des tribunaux et sans aucune prise en considération du type d'infraction et de l'intérêt des mineurs. Dès lors, elle constitue plutôt un blâme moral ayant comme finalité la punition du condamné et non pas une mesure de protection de l'enfant. Eu égard à ces circonstances, la Cour estime qu'il n'a pas été démontré que le retrait en termes absolus et par effet de la loi des droits parentaux du premier requérant répondait à une exigence primordiale touchant aux intérêts des enfants et partant, qu'il poursuivait un but légitime, à savoir la protection de la santé, de la morale, ou de l'éducation des mineurs »).

condamnation pénale d'un certain *quantum,* de la possibilité d'exercer la profession d'expert-comptable [7].

L'article 8, § 1er, alinéa 1er, 1° du texte en projet sera revu en conséquence.

3. Selon l'article 8, § 1er, alinéa 1er, 3° du texte en projet, la condition d'honorabilité n'est pas satisfaite en présence d'une « interdiction professionnelle toujours en cours (…) », sans plus ample précision.

Pour des motifs analogues à ceux qui ont été exposés à propos de l'article 8, § 1er, alinéa 1er, 1° du texte en projet, il y a lieu de mettre en doute la pleine compatibilité avec les articles 22 et 23 de la Constitution et 8 et 14 de la Convention européenne des droits de l'Homme d'un motif de « non-honorabilité » défini en des termes aussi larges et indifférenciés. Il est certes concevable que l'exigence du lien spécifique et rationnellement démontrable décrite ci-avant soit vérifiée en présence de certaines interdictions professionnelles par ailleurs portées par la législation belge, en ce sens que ces dernières seraient justifiées par des circonstances – notamment pénales – dont ressortirait l'absence, chez la personne concernée, des caractéristiques et qualités qui sont parallèlement requises pour exercer correctement la profession de transporteur. La vérification du lien susdit peut par contre ne pas être possible s'agissant de l'ensemble des interdictions professionnelles par ailleurs portées par la législation belge.

L'exposé des motifs relatif à la disposition concernée tend au demeurant à démontrer que, sous le label générique et indifférencié d'« interdiction professionnelle », l'auteur de l'avant-projet a essentiellement – exclusivement ? – en vue les interdictions professionnelles portées par l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 'relatif à l'interdiction judiciaire faite à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités', ainsi que les interdictions professionnelles qui pourront être prononcées sur base de l'article 42, § 4 de l'avant-projet lui-même. Si telle est bien l'intention de l'auteur, celle-ci doit être explicitée dans le texte même de l'article 8, § 1er, alinéa 1er, 3° du projet, moyennant vérification préalable, pour chacune des interdictions professionnelles de l'arrêté royal n° 22

[7] Cour eur. D.H., arrêt *Thlimmenos c. Grèce* du 6 avril 2000, § 47 : « La Cour estime qu'en principe les États ont un intérêt légitime à exclure certains délinquants de la profession d'expert-comptable. Toutefois, elle considère par ailleurs que, contrairement à des condamnations pour d'autres infractions majeures, une condamnation consécutive à un refus de porter l'uniforme pour des motifs religieux ou philosophiques ne dénote aucune malhonnêteté ou turpitude morale de nature à amoindrir les capacités de l'intéressé à exercer cette profession. L'exclusion du requérant au motif qu'il n'avait pas les qualités requises n'était donc pas justifiée. La Cour prend note de l'argument du Gouvernement selon lequel les personnes qui refusent de servir leur pays doivent être punies en conséquence. Toutefois, elle relève également que le requérant a purgé une peine d'emprisonnement pour avoir refusé de porter l'uniforme. Dans ces conditions, la Cour estime qu'infliger une autre sanction à l'intéressé était disproportionné. Il s'ensuit que l'exclusion du requérant de la profession d'expert-comptable ne poursuivait pas un but légitime. Partant, la Cour considère que le refus de traiter le requérant différemment des autres personnes reconnues coupables d'un crime n'avait aucune justification objective et raisonnable ».

auxquelles il serait ainsi fait renvoi, du « lien spécifique et rationnellement démontrable » dont il a été question ci-dessus.

4. Aux termes de l'article 8, § 5, alinéa 2, de l'avant-projet, « le Roi peut modifier ou compléter les infractions définies à l'alinéa 1er ». Ledit alinéa 1er dresse la liste des infractions qui doivent être considérées comme des infractions graves au sens de l'article 8, § 1er, alinéa 1er, 4° du texte en projet, et inclut dans cette liste « 1° les infractions reprises à la liste des infractions les plus graves dans l'annexe IV du règlement (CE) n° 1071/2009, et 2° le transport national de marchandises sans licence de transport nationale ou communautaire ».

Aux termes de l'article 8, § 6, alinéa 2, de l'avant-projet, « le Roi peut modifier et compléter les réglementations visées au § 1er, 4° ».

Les dispositions susmentionnées, considérées isolément ou en combinaison, appellent plusieurs critiques.

a) Si tant est que l'habilitation visée à l'article 8, § 6, alinéa 2 de l'avant-projet porte sur la possibilité pour le Roi de modifier et compléter, non pas les réglementations visées au paragraphe 1er, alinéa 1er, 4° elles-mêmes, mais bien la liste qui en est dressée par ce paragraphe 1er, alinéa 1er, 4°, alors il convient de conclure, *prima facie*, que cette habilitation fait largement, voire totalement double-emploi avec l'habilitation par ailleurs contenue à l'article 8, § 5, alinéa 2 du même avant-projet. L'exposé des motifs ne comporte pas d'indications permettant de conclure en sens contraire.

b) Il n'appartient pas à la loi en projet d'habiliter le Roi à « modifier » les infractions visées par la liste des infractions les plus graves reprises à l'annexe IV du règlement (CE) n° 1071/2009. Le législateur lui-même ne dispose au demeurant pas d'un tel pouvoir. En tant qu'il suggérerait le contraire, l'article 8, § 5, alinéa 2, doit être revu.

c) En usant l'un et l'autre du terme « compléter », les articles 8, § 5, alinéa 2, et 8, § 6, alinéa 2, du texte en projet habilitent le Roi à identifier, au-delà de ce que le texte de loi en projet prévoit d'ores et déjà, des infractions supplémentaires dont la commission est susceptible de valoir, à leur auteur, la perte de la condition d'honorabilité. Dans la mesure où cette perte constitue une ingérence dans le droit au libre choix de l'activité professionnelle, déduit notamment de l'article 22 de la Constitution (voir ci-dessus), elle est astreinte à la condition d'être prévue « par la loi ». Une habilitation donnée au Roi sur ce point n'est concevable que pour autant que la loi elle-même mentionne les

« éléments essentiels » de la matière concernée [8] et restreigne ainsi la marge de manœuvre concédée au Roi. Les articles 8, § 5, alinéa 2, et 8, § 6, alinéa 2, du projet s'abstiennent d'énoncer ces « éléments essentiels ». À la lecture de certains passage de l'exposé des motifs, il semblerait que l'habilitation donnée au Roi par les articles susdits n'aurait d'autre finalité que de permettre une adaptation rapide et souple de la réglementation belge aux modifications que connaîtra la réglementation européenne relative à la matière, notamment en raison de la délégation que le règlement (CE) 1071/2009 (article 6, paragraphe 2, b) consent à la Commission européenne. Si telle est bien l'intention de l'auteur, elle doit être explicitement traduite dans les articles susvisés du projet, afin de satisfaire à la condition de « légalité » rappelée ci-avant [9].

5. Au paragraphe 4, il n'y a pas lieu de viser le « § 1er, 1° » dès lors qu'eu égard à la définition qu'en donne le paragraphe 2, les condamnations visées au paragraphe 1er, alinéa 1er, 1°, n'auraient de toute façon pas lieu d'être considérées comme des condamnations pénales graves au sens du paragraphe 1er, alinéa 1er, 1°.

Une observation analogue vaut pour l'article 11, § 4, 1°, de l'avant-projet 50.422/4.

6. Au paragraphe 7, dans la version française, mieux vaut écrire à la fin du texte « une preuve de paiement » [10].

7. À l'article 8, § 9, de l'avant-projet, il convient, à première vue, de viser l'article 2, § 1er, 1° et 2°, au lieu de l'article 2, 1° et 2°. La division en paragraphes de l'article 2 de l'avant-projet n'est toutefois pas nécessaire, chacun de ses deux paragraphes ne comportant qu'un seul alinéa [11].

---

[8] Voir C.C., 29/2010, 18 mars 2010 : « B.16.1. En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée et familiale, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune immixtion dans ce droit ne pourra avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue. Une délégation à un autre pouvoir n'est pas contraire au principe de légalité, pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les éléments essentiels sont fixés préalablement par le législateur ». S'agissant de principe de légalité contenu à l'article 23 de la Constitution, voir C.C., 101/2008, 10 juillet 2008, B.39.

[9] Voir, par analogie, C.C., 37/2010, 22 avril 2010.

[10] Comparer avec l'article 11, § 7, de l'avant-projet 50.422/4.

Il serait donc, *in fine*, préférable de supprimer la division en paragraphes de l'article 2 de l'avant-projet, et de viser, à l'article 8, § 9, de ce dernier, l'article 2, alinéa 1er, 1° et 2°.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'ensemble de l'avant-projet [12].

Article 14

Au titre de la preuve de la condition de capacité financière de l'entreprise concernée, l'article 14 de l'avant-projet ne prévoit que la constitution d'un cautionnement solidaire.

Dans l'article 17 de l'avant-projet 50.422/4, la preuve de cette même condition de capacité financière peut également être établie par le dépôt des comptes annuels de l'entreprise auprès de la Banque nationale de Belgique.

S'agissant dans les deux cas d'exécuter l'article 7 du règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 'établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route' (ci-après le règlement (CE) n° 1071/2009), l'exposé des motifs doit justifier cette différence dans le choix du mode de justification de la preuve de la capacité financière.

Article 21

Eu égard au prescrit de l'article 5 du règlement (CE) n° 1072/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 'établissant des règles communes pour l'accès au marché du transport international de marchandises par route', il convient, à l'article 21 de l'avant-projet, de mentionner également les résidents de longue durée des États membres de l'Union européenne, de l'Espace économique européen, ou de la Suisse, en plus des ressortissants de ces États.

Pour le même motif, il convient également d'y viser l'hypothèse des conducteurs utilisés par un transporteur sans être employés par ce dernier.

---

[11] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 57.3.

[12] Voir les articles 16, 18, 21, alinéa 1er , 25, 27, 29, § 2 (lire : alinéa 2), 33, § 4, 1° et 2° de l'avant-projet.

Article 23

L’article 23 de l’avant-projet dispose :

« Art. 23. Le titulaire d’une licence de transport national ou d’une licence de transport communautaire est tenu de payer, par copie certifiée de cette licence, au profit de l’ASBL Institut du Transport routier et Logistique de Belgique, une redevance annuelle en contrepartie du travail d’études et d’enquêtes que cet institut entreprend pour la promotion de la position concurrentielle et la santé financière des entreprises de transport routier, d’un côté, et le niveau de qualité et la concurrence loyale dans le secteur du transport de marchandise par route, d’un autre côté.

Cette redevance ne peut être récupérée ni en partie, ni dans sa totalité ».

Il convient, à l’égard de cette disposition, de rappeler l’observation particulière suivante, formulée par la section de législation du Conseil d’État, dans l’avis 27.525/4, donné le 27 mai 1998 sur un avant-projet devenu la loi du 3 mai 1999 ‘relative au transport de choses par route’, à propos de son article 22 :

« 2. Le paragraphe 1er, 8°, prévoit que le Roi détermine ‘le montant des redevances à percevoir au profit des organismes agréés, pour couvrir les frais d'études et de promotion concernant le transport des choses par route’.

Il convient d'observer que la fixation de ce montant ne peut être laissée au Roi que si cette contribution peut être qualifiée de redevance et non d'impôt. En effet, en vertu de l'article 170 de la Constitution, l'instauration d'un impôt nécessite l'intervention directe du législateur compétent, non seulement pour imposer l'obligation fiscale en tant que telle, mais également pour en déterminer les éléments essentiels. Il appartient au législateur compétent de fixer le principe de l'impôt, d'en déterminer l'assiette et d'en régler la perception. Cette compétence du législateur ne peut être déléguée au pouvoir exécutif, du moins en ce qui concerne les éléments essentiels que sont l'assiette et le tarif d'imposition. Par contre, l'article 173 de la Constitution ne requiert que l'intervention indirecte du législateur compétent pour l'instauration de redevances. Lorsque ce législateur spécifie dans quels cas une redevance est due, il peut charger le pouvoir exécutif d'en déterminer l'assiette.

Les redevances ont pour caractéristique qu'elles constituent la ‘contrepartie d'un service accompli par l'autorité au bénéfice du redevable considéré isolément’ […], d'une part, et qu'il existe un rapport raisonnable entre la valeur du service fourni et la rétribution demandée, d'autre part. À défaut d'un tel rapport, la redevance perdrait son caractère rémunératoire et deviendrait de nature fiscale. C'est d'ailleurs ce caractère rémunératoire et l'exigence du rapport raisonnable entre le service fourni et la rétribution demandée qui justifient que la fixation du montant de la redevance soit confiée au pouvoir exécutif […].

En l'occurrence, des montants à percevoir pour couvrir des frais d'études et de promotion concernant le transport des choses par route ne peuvent constituer la contrepartie d'un service accompli au bénéfice du redevable pris isolément » [13].

Articles 30 et 31

Les intitulés figurant avant les articles 30 et 31 de l'avant-projet doivent être soit transformés en intitulés de chapitres, soit être omis.

Article 33

1. Au paragraphe 6, les exceptions qui figurent dans la seconde phrase doivent être raccrochées à la règle prévue dans la première phrase.

2. Au paragraphe 7, alinéa 7, dans la version française, il y a lieu d'écrire « aliéner » et non « s'aliéner ».

Article 34

L'article 34, § 1er, de l'avant-projet débute par la phrase suivante :

« Excepté en cas d'application des articles 38 et 39, les agents visés à l'article 32 recherchent les infractions à la présente loi, à ses arrêtés d'exécution et à la réglementation communautaire relative au transport de marchandises par route. Ils constatent ces infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve du contraire ».

La section de législation du Conseil d'État n'aperçoit cependant pas comment les infractions donnant lieu à l'application des procédures de perception immédiate ou de consignation, prévues respectivement aux articles 38 et 39 de l'avant-projet examiné, pourraient être constatées et communiquées au Ministère public pour lui permettre de décider s'il entend exercer l'action publique, sans qu'un procès verbal ne soit dressé.

[13] Il convient de noter que cette observation a été suivie d'effet, l'article 22, § 1er, 8°, de la loi du 3 mai 1999 précitée étant rédigé comme suit :
« 8° le montant des redevances à percevoir au profit d'organismes agréés, en contrepartie de services prestés dans le cadre de la confection et de l'émission des licences de transport ; ».

L'article 34, § 1er, de l'avant-projet sera revu afin de mieux y exprimer la volonté de son auteur.

Article 41

1. L'article 41, § 2, en projet punit des peines qu'il prévoit, « ceux qui, par quelque moyen que ce soit, entravent ou empêchent le contrôle du respect de la présente loi, de ses arrêtés d'exécution et de la réglementation communautaire relative au transport de marchandises par route ».

Selon l'exposé des motifs, « faire obstacle au contrôle du respect de la loi constitue une infraction de nature plus grave et mérite d'être sanctionné par une amende plus élevée et, si nécessaire, par une peine privative de liberté. La jurisprudence est abondante quant à la notion 'd'entraver le contrôle ou faire obstacle au contrôle'. Les actions suivantes peuvent être considérées comme un obstacle : le fait d'empêcher que le gestionnaire de transport soit auditionné, le refus de donner suite à une convocation d'audition, le refus de présenter des documents dont l'existence a été établie ou qui sont prescrits par la loi, le refus non justifié de permettre l'accès aux agents de contrôle qui viennent vérifier le respect de la condition d'établissement ».

La section de législation du Conseil d'État attire cependant l'attention sur le fait que le droit de ne pas s'auto-incriminer, garanti par l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'Homme, fait par principe obstacle à ce qu'une personne, « pénalement accusée » au sens de cette disposition, puisse être sanctionnée pour avoir refusé de prêter son concours à l'établissement de sa propre culpabilité. La jurisprudence la plus récente de la Cour européenne des droits de l'Homme admet certes des exceptions à cette interdiction de « coercition directe » exercée sur le droit de ne pas s'auto-incriminer, mais lesdites exceptions sont envisagées de manière relativement restrictive [14]. Eu égard au très large champ d'application *ratione materiae* de l'incrimination qu'il édicte, ainsi qu'à la sévérité des peines qu'il prévoit, il y a lieu de réexaminer l'article 41, § 2, en projet à la lumière de cette jurisprudence européenne.

2. À l'article 41, § 3, 3°, de l'avant-projet, il y a lieu de viser l'article 13, 7°, a) et b), et non l'article 13, § 1er, 7°, a) et b). En effet, l'article 13 de l'avant-projet n'est pas divisé en paragraphes.

---

[14] Voir Cour eur. D.H., arrêt *O'Halloran et Francis c. Royaume-Uni* du 29 juin 2007. Voir plus récemment, Cour eur. D.H., arrêt *Marttinen c. Finlande* du 21 avril 2009. Sur la question, voir C. SAVONET, « Le droit au silence : un droit relatif ? », *Rev. Trim. Dr. Homme*, 2009, pp. 763 et suiv. Plus anciennement, et spécifiquement en rapport avec le droit belge, voir F. KEFER, « Questions à propos du délit d'obstacle à surveillance en droit belge », *Rev. Trim. Dr. Homme*, 2003, pp. 1305 et suiv.

3. La même observation vaut pour l'article 46, § 1er, 2°, c), de l'avant-projet.

Article 44

Il est renvoyé à l'observation formulée à propos de l'article 23.

Article 45

L'article 45, § 1er, de l'avant-projet, relatif à l'applicabilité des dispositions du livre 1er du Code pénal aux infractions instituées par l'avant-projet, vise les articles 30, §§ 1er à 4, 31, 32, 43 et 44.

Cette énumération renvoie pour partie à des dispositions inexistantes ou n'ayant pas pour objet de définir des infractions. Elle doit donc être corrigée.

Le cas échéant, le fait de ne pas rendre purement et simplement la règle énoncée à l'article 45, § 1er, applicable à l'ensemble des incriminations prévues par l'avant-projet doit en outre pouvoir être justifié.

Article 48

L'article 48, § 3, alinéa 3, première phrase de l'avant-projet, dispose :

« La décision fixe le montant de l'amende et est dûment motivée ».

Si l'auteur de l'avant-projet entend s'écarter, pour ce qui concerne la décision d'infliger une amende administrative, des exigences déjà prévues par la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs', il lui revient de définir avec plus de précision les exigences spécifiques qu'il entend imposer.

Article 49

Au paragraphe 1er, alinéa 2 de l'avant-projet, il y a une discordance entre la version française et la version néerlandaise.

Cette discordance doit être levée.

Article 50

1. À l'alinéa 1er, il y a lieu de remplacer les mots « peut faire appel » par les mots « peut introduire un recours » et les mots « cet appel » seront remplacés par les mots « ce recours ».

2. À l'alinéa 2, dans la version française, il y a lieu d'écrire que « la décision du tribunal de police n'est pas susceptible d'appel ».

Article 55

L'article 55 de l'avant-projet, prévoit que les cautions constituées conformément aux différentes réglementations antérieures qui y sont visées « sont équivalentes en ce qui concerne leur montant, leur champ d'application et leurs conséquences, aux cautions constituées conformément au chapitre V, du titre II de cette loi ». Le chapitre V du titre II de l'avant-projet, traite de la capacité financière des entreprises de transport.

Il revient à l'auteur de l'avant-projet de vérifier que cette disposition transitoire est bien compatible avec les exigences énoncées, en matière de capacité financière, à l'article 7 du règlement (CE) n° 1071/2009, dont l'article 23 dispose :

> « Les entreprises qui disposent, avant le 4 décembre 2009, d'une autorisation d'exercer la profession de transporteur par route se conforment aux dispositions du présent règlement au plus tard le 4 décembre 2011 ».

Observations finales

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur la nécessité d'assurer la concordance entre ce présent avant-projet et celui qui fait l'objet de l'avis 50.422/4 pour ce qui concerne le transport de voyageurs par route.

Il ressort en effet de l'examen de ces deux avant-projets par la section de législation qu'ils ont été largement conçus de manière parallèle ce qui s'explique d'ailleurs par la circonstance que les deux avant-projets ont notamment pour objet de fixer les mesures d'exécution d'un même règlement européen.

Dans ces conditions, les dispositions respectives des deux avant-projets devraient correspondre et leur rédaction devrait être identique.

Tel n’est pas toujours le cas. À titre d’exemples :

1° la section de législation n’aperçoit pas la raison pour laquelle la rédaction de l’article 8, § 8, de l’avant-projet 50.421/4 diffère fondamentalement de celle de l’article 11, § 8 de l’avant-projet 50.422/4 ; compte tenu des exigences fixées par l’article 6, § 2, a), alinéa 3, du règlement (CE) 1071/2009, c’est la version de l’avant-projet 50.422/4 qu’il y a lieu d’adopter ;

2° l’article 13, 8°, de l’avant-projet 50.421/4 diffère, dans sa version française, de celle de l’article 16, § 1er, 7° [lire : 16, 7°] de l’avant-projet 50.422/4 dans laquelle il est fait usage du mot « exemption » ; c’est la version française de l’avant-projet 50.421/4 qu’il y a lieu de retenir ;

3° l’article 33, § 7, alinéa 5, deuxième phrase de l’avant-projet 50.421/4, compte un membre de phrase qui n’apparaît ni dans la version néerlandaise de cette disposition, ni dans la version analogue de l’article 23, § 8, alinéa 4, de l’avant-projet 50.422/4 ; ce texte sera revu ;

4° alors que l’article 48, § 3, alinéa 3, de l’avant-projet 50.421/4 précise que « L’amende est fonction de la gravité des faits et, le cas échéant, des avantages patrimoniaux tirés de l’infraction, qui la justifient », l’article 36, § 3, alinéa 3 de l’avant-projet 50.422/4 ne mentionne pas la prise en considération possible « des avantages patrimoniaux tirés de l’infraction » ; il convient d’assurer la cohérence entre les deux avant-projets.

En conclusion, la section de législation souligne la nécessité de revoir attentivement chacun des deux avant-projets tant dans la version française que dans la version néerlandaise, puisque ceux-ci sont destinés à régler des matières analogues en vue d’assurer l’exécution pour partie du même règlement (CE) 1071/2009.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE, L. DETROUX,	conseillers d'État,
	S. VAN DROOGHENBROECK,	assesseur de la section de législation,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

C. GIGOT P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.421/4
VAN 26 OKTOBER 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 7 oktober 2011 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende het goederenvervoer over de weg en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van Richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de Verordening (EG) nr. 1072/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de markt voor internationaal goederenvervoer over de weg", heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

Voorafgaande vormvereisten

Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ moeten de gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het ontwerp.

In het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd bevinden zich echter slechts de afschriften van de brieven die zijn toegezonden aan de verschillende gewestregeringen en die, zoals de adviesaanvraag, gedateerd zijn 5 oktober 2011.

De steller van het ontwerp dient er derhalve op toe te zien dat aan dit voorafgaande vormvereiste wordt voldaan.

Indiening van het voorontwerp

1. Het voorontwerp van wet moet worden voorzien van een indieningsbesluit[1].

2. Daarnaast is het voorbarig de tekst van zo een ontwerp reeds te voorzien van een formulier van wetsafkondiging. Aan het einde van het voorontwerp dient de zin “Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met ‘s Lands zegel zal worden bekleed en door het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt” bijgevolg te worden geschrapt.

[1] *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad “Wetgevingstechniek”, formule F 5.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 1

1. Doordat in de artikelen 45, § 5, en 50 van het voorontwerp aan de politierechtbank een nieuwe bevoegdheid wordt opgedragen, regelen die bepalingen geen aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 maar als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet en behoren ze in een apart voorontwerp van wet te worden ondergebracht.

2. Hetzelfde geldt voor artikel 53 van het voorontwerp (ontworpen artikel 601*ter* van het Gerechtelijk Wetboek en ontworpen artikelen 10 en 12 van de wet van 17 april 1878 ‘houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering’).

3. Voor het overige wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is over artikel 1 in advies 50.422/4, dat vandaag door de afdeling Wetgeving is gegeven over een voorontwerp van wet ‘betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006’ (hierna advies 50.422/4 of voorontwerp 50.422/4 genoemd).

Artikel 6

In het tweede lid is de opdracht die aan de Koning gegeven wordt om “de nadere voorwaarden” van het beroep van vervoerder van goederen over de weg te bepalen onduidelijk.

De vraag rijst trouwens of het eerste lid van dit artikel van het voorontwerp zal gelden zelfs als de Koning ter zake niets onderneemt.

Voorts rijst de vraag wat de aard en de reikwijdte is van de nadere voorwaarden die de Koning zou kunnen bepalen.

Zowel het artikel zelf als de bespreking ervan behoren zo te worden herzien dat de machtiging die aldus aan de Koning wordt gegeven verduidelijkt wordt en dat aangegeven wordt of de bepalingen die de Koning zou aannemen in voorkomend geval afwijkend van aard mogen zijn.

Artikel 8

1. Telkens als naar onderdelen van paragraaf 1 verwezen wordt, dient te worden verwezen naar paragraaf 1, eerste lid, aangezien die paragraaf twee leden omvat.

2. Volgens artikel 8, § 1, eerste lid, 1°, van de ontworpen tekst is aan de voorwaarde van betrouwbaarheid niet voldaan als “gedurende de laatste tien jaar, behoudens herstel in eer en rechten, een in kracht van gewijsde gegane ernstige strafrechtelijke veroordeling (is) opgelopen". De "ernstige strafrechtelijke veroordeling” waarvan daarin sprake is, wordt in paragraaf 2 van hetzelfde artikel gedefinieerd als “elke strafrechtelijke veroordeling die aanleiding heeft gegeven tot een hoofdgevangenisstraf van meer dan zes maanden of tot een geldboete van meer dan vierduizend euro”. Anders dan hetgeen bepaald wordt in artikel 8, § 1, eerste lid, 2° en 4°, van het voorontwerp en dan hetgeen - als minimumvoorwaarde - in het vooruitzicht wordt gesteld in verordening 1071/2009, wordt uit het oogpunt van artikel 8, § 1, eerste lid, 1°, dan ook geen rekening gehouden met de bijzondere aard van het strafbaar feit waarvan het plegen het feit zou kunnen zijn dat leidt tot verlies van de betrouwbaarheidsstatus, of nog, met de omschrijving van de wetgeving die overtreden is. Het enige bepalend gegeven is de strafmaat: daaruit en daaruit alleen vloeit automatisch en zonder dat de rechter die de hoofdveroordeling dient uit te spreken een nader oordeel kan vellen, het verlies van de betrouwbaarheidsstatus en het daarmee samenhangende beroepsverbod voort.

Dat de aard van het strafbaar feit en de omschrijving van de regelgeving die overtreden is, er niet toe doet, wordt bevestigd door de memorie van toelichting: “De voorwaarde van betrouwbaarheid is niet (meer) vervuld zodra één van de betrokken personen: 1. gedurende de laatste tien jaar behoudens herstel in eer en rechten een ernstige strafrechtelijke veroordeling heeft opgelopen, *op eender welk gebied*; (…)” (De Raad van State cursiveert).

Dat aldus ter zake geen onderscheid wordt gemaakt, is niet verenigbaar met de verplichte eerbiediging van het recht op de vrije keuze van beroepsarbeid, zoals dat inzonderheid verankerd is in artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens[2]

[2] Zie EHRM, arrest *Bigaeva v. Griekenland* van 28 mei 2009, §§ 22-23; EHRM, arrest *Albanese v. Italië* van 23 maart 2006, §§ 53-54.

en in de artikelen 22[3] en 23[4] van de Grondwet, noch met het verbod van discriminatie in de regelgeving met betrekking tot die vrije keuze, zoals dat verbod voortvloeit uit artikel 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, gelezen in samenhang met een van de voormelde bepalingen. Weliswaar kan aanvaard worden dat de wet voorziet – in voorkomend geval automatisch voorziet – in een beroepsverbod of een schorsing van fundamentele rechten bij wijze van accessoire sanctie in geval een veroordeling wordt opgelopen ten gevolge van het plegen van strafrechtelijke feiten. Dat is evenwel alleen mogelijk op voorwaarde dat er een specifiek en rationeel verband bestaat, enerzijds, tussen de aard van de strafrechtelijke feiten in kwestie en de eventuele "afwijkingen" die ze aan het licht brengen, en, anderzijds, tussen de vereiste hoedanigheid voor het uitoefenen van het beroep en het fundamenteel recht in kwestie[5]. Als geen dergelijk verband bestaat of als niet aangetoond kan worden dat het om een rationeel verband gaat – wat in casu net het geval is doordat, zoals hiervoren beschreven is, ter zake geen onderscheid wordt gemaakt – dient de maatregel als buitensporig te worden beschouwd[6] en kan met betrekking tot die maatregel het bijkomend bezwaar geopperd worden

[3] Zie immers voor de parallelle interpretatie van het begrip privéleven in de zin van artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en het begrip privéleven in de zin van artikel 22 van de Grondwet, Grondwettelijk Hof, 145/2011, 22 september 2011, B.33.2: "Uit de parlementaire voorbereiding van artikel 22 van de Grondwet blijkt bovendien dat de Grondwetgever 'een zo groot mogelijke concordantie [heeft willen nastreven] met artikel 8 van het Europees Verdrag tot Bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (EVRM), teneinde betwistingen over de inhoud van dit Grondwetsartikel respectievelijk art. 8 van het EVRM te vermijden' (*Parl. St.*, Kamer, 1992-1993, nr. 997/5, p. 2)".

[4] Zie Grondwettelijk Hof, 56/2011, 28 april 2011, B.8.1.

[5] Zie in deze zin inzonderheid Grondwettelijk Hof, 38/2000, 29 maart 2000, B.4 (in verband met het verbod opgelegd aan personen die zich schuldig gemaakt hebben aan bepaalde strafrechtelijke feiten – ontvoering van minderjarigen; aanranding van de eerbaarheid of verkrachting; bederf van de jeugd en prostitutie; openbare schennis van de goede zeden - om slijter van ter plaatse te verbruiken gegiste dranken te zijn): "De feiten die voor de auteur ervan aanleiding hebben gegeven tot het in het geding zijnde verbod, behoren tot het soort feiten waarvan de wetgever, zonder kennelijke vergissing, kan denken dat degenen die ze hebben gepleegd, indien zij een slijterij van ter plaatse te verbruiken gegiste dranken uitbaten, meer dan anderen het risico inhouden soortgelijke feiten in de hand te werken of te plegen".

[6] Zie, bij wijze van analogie, de motieven die het Europees Hof voor de rechten voor de mens ertoe hebben gebracht te besluiten dat niet aanvaard kan worden dat personen die een strafrechtelijke veroordeling van een zekere omvang hebben opgelopen automatisch een schorsing van hun politieke rechten oplopen (EHRM, arrest *Hirst v. Verenigd Koninkrijk* (nr. 2) van 6 oktober 2005, § 82 « (La disposition de la législation électorale britannique querellée) demeure un instrument sans nuances, qui dépouille du droit de vote, garanti par la Convention, un grand nombre d'individus, et ce de manière indifférenciée. Cette disposition inflige une restriction globale à tous les détenus condamnés purgeant leur peine et s'applique automatiquement à eux, quelle que soit la durée de leur peine et indépendamment de la nature ou de la gravité de l'infraction qu'ils ont commise et de leur situation personnelle. Force est de considérer que pareille restriction générale, automatique et indifférenciée à un droit consacré par la Convention et revêtant une importance cruciale outrepasse une marge d'appréciation acceptable, aussi large soit-elle, et est incompatible avec l'article 3 du Protocole n° 1) ». Zie ook, eveneens bij wijze van analogie, de motieven die het Europees Hof voor de rechten van de mens ertoe gebracht hebben te besluiten dat niet aanvaard kan worden dat personen die een strafrechtelijke veroordeling van een zekere omvang hebben opgelopen automatisch een schorsing van hun ouderlijke rechten oplopen (EHRM, arrest *Sabou en Piracalab v. Roemenië* van 28 september 2004, §§ 48-49 : « La Cour observe que l'infraction pour laquelle le requérant a été condamné était totalement étrangère aux questions liées à l'autorité parentale et qu'à aucun moment, il n'a été allégué un manque de soins ou des mauvais traitements de sa part envers ses enfants. La Cour relève qu'en droit roumain, l'interdiction d'exercer les droits parentaux s'applique automatiquement et

dat personen die strafrechtelijke feiten gepleegd hebben maar zich ten aanzien van die maatregel niet in een vergelijkbare situatie bevinden daardoor zonder objectieve en redelijke rechtvaardiging op dezelfde wijze behandeld worden. De afdeling Wetgeving van de Raad van State kan op dit punt alleen maar bij wijze van analogie verwijzen naar de motivering die het Europees Hof voor de rechten van de mens ertoe gebracht heeft in arrest *Thlimmenos v. Griekenland* te oordelen dat de nationale wetgeving waarbij aan personen die een strafrechtelijke veroordeling van een bepaalde omvang opgelopen hebben automatisch de mogelijkheid ontnomen wordt het beroep van accountant uit te oefenen strijdig is met artikel 14 van het EVRM[7].

Artikel 8, § 1, eerste lid, 1°, van de ontworpen tekst behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

3. Volgens artikel 8, § 1, eerste lid, 3°, van de ontworpen tekst is aan de voorwaarde van betrouwbaarheid niet voldaan als de persoon in kwestie “bezwaard is met een beroepsverbod”, zonder nadere precisering.

Om redenen die analoog zijn met die welke uiteengezet zijn in verband met artikel 8, § 1, eerste lid, 1°, van de ontworpen tekst, moet worden betwijfeld of een motief van “onbetrouwbaarheid” dat in zo ruime en ongedifferentieerde bewoordingen wordt omschreven, volledig bestaanbaar is met de artikelen 22 en 23 van de Grondwet en de artikelen 8 en 14 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens. Het is weliswaar niet ondenkbaar dat het hiervoren beschreven vereiste van een specifiek verband waarvan aangetoond kan worden dat het rationeel is, bewezen wordt geacht bij bepaalde beroepsverboden die de Belgische wetgeving nog bevat, in die zin dat die beroepsverboden

---

d’une manière absolue à titre de peine accessoire à toute personne qui exécute une peine de prison, sans aucun contrôle de la part des tribunaux et sans aucune prise en considération du type d’infraction et de l’intérêt des mineurs. Dès lors, elle constitue plutôt un blâme moral ayant comme finalité la punition du condamné et non pas une mesure de protection de l'enfant. Eu égard à ces circonstances, la Cour estime qu'il n'a pas été démontré que le retrait en termes absolus et par effet de la loi des droits parentaux du premier requérant répondait à une exigence primordiale touchant aux intérêts des enfants et partant, qu'il poursuivait un but légitime, à savoir la protection de la santé, de la morale, ou de l'éducation des mineurs »).

[7] EHRM, arrest *Thlimmenos v. Griekenland* van 6 april 2000, § 47: « La Cour estime qu’en principe les États ont un intérêt légitime à exclure certains délinquants de la profession d’expert-comptable. Toutefois, elle considère par ailleurs que, contrairement à des condamnations pour d’autres infractions majeures, une condamnation consécutive à un refus de porter l’uniforme pour des motifs religieux ou philosophiques ne dénote aucune malhonnêteté ou turpitude morale de nature à amoindrir les capacités de l’intéressé à exercer cette profession. L’exclusion du requérant au motif qu’il n’avait pas les qualités requises n’était donc pas justifiée. La Cour prend note de l’argument du Gouvernement selon lequel les personnes qui refusent de servir leur pays doivent être punies en conséquence. Toutefois, elle relève également que le requérant a purgé une peine d’emprisonnement pour avoir refusé de porter l’uniforme. Dans ces conditions, la Cour estime qu’infliger une autre sanction à l’intéressé était disproportionné. Il s’ensuit que l’exclusion du requérant de la profession d’expert-comptable ne poursuivait pas un but légitime. Partant, la Cour considère que le refus de traiter le requérant différemment des autres personnes reconnues coupables d’un crime n’avait aucune justification objective et raisonnable ».

gerechtvaardigd zouden zijn door omstandigheden – van inzonderheid strafrechtelijke aard – waaruit zou blijken dat de betrokken persoon niet beschikt over de eigenschappen en hoedanigheden die eveneens vereist zijn voor het op correcte wijze uitoefenen van het beroep van vervoerder. Het bestaan van het voormelde verband kan evenwel niet bewezen geacht worden voor alle beroepsverboden die de Belgische wetgeving nog bevat.

Overigens kan uit de uiteenzetting die in de memorie van toelichting aan de bepaling in kwestie gewijd wordt, opgemaakt worden dat de steller van het voorontwerp met het generieke en ongedifferentieerde label van “beroepsverbod” voornamelijk – of alleen? – verwijst naar de beroepsverboden bepaald in het koninklijk besluit nr. 22 van 24 oktober 1934 'betreffende het rechterlijk verbod aan bepaalde veroordeelden en gefailleerden om bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen' en naar de beroepsverboden die uitgesproken zullen kunnen worden op basis van artikel 42, § 4, van het voorontwerp zelf. Als zulks inderdaad de bedoeling van de steller is, zou die uitdrukkelijk tot uiting moeten komen in de tekst zelf van artikel 8, § 1, eerste lid, 3°, van het ontwerp, mits voor elk van de beroepsverboden van koninklijk besluit nr. 22 waarnaar aldus zou worden verwezen vooraf wordt nagegaan of er een “specifiek verband” bestaat “waarvan aangetoond kan worden dat het rationeel is” in de hiervoren aangegeven zin.

4. Volgens artikel 8, § 5, tweede lid, van het voorontwerp “kan (de Koning) de in het eerste lid bepaalde ernstige inbreuken wijzigen en aanvullen”. In dat eerste lid wordt de lijst gegeven van de strafbare feiten die beschouwd moeten worden als ernstige inbreuken in de zin van artikel 8, § 1, eerste lid, 4°, van de ontworpen tekst, in welke lijst melding wordt gemaakt van “1° de inbreuken die zijn opgenomen in de lijst van de zwaarste inbreuken in bijlage IV bij de Verordening (EG) nr. 1071/2009” en “2° het nationaal vervoer van goederen zonder nationale of communautaire vergunning”.

In artikel 8, § 6, tweede lid, van het voorontwerp wordt bepaald dat “de Koning … de in § 1, 4° bepaalde regelgevingen (kan) wijzigen en aanvullen”.

De voormelde bepalingen geven, afzonderlijk beschouwd of gelezen in onderlinge samenhang, aanleiding tot verscheidene kritische opmerkingen.

a) Zo de machtiging vermeld in artikel 8, § 6, tweede lid, van het voorontwerp betrekking heeft op de mogelijkheid die aan de Koning geboden wordt om niet de regelgevingen bepaald in paragraaf 1, eerste lid, 4°, zelf maar wel de lijst die ervan opgemaakt is in die paragraaf 1, eerste lid, 4°, te wijzigen of aan te vullen, dient daaruit *prima facie* te worden besloten dat die machtiging grotendeels, ja zelfs volledig samenvalt met de machtiging die vervat zit in artikel 8, § 5, tweede lid, van hetzelfde voorontwerp. De memorie van toelichting bevat geen aanwijzingen die het mogelijk maken een conclusie in tegengestelde zin te trekken.

b) Bij de ontworpen wet mag de Koning niet gemachtigd worden tot het “wijzigen” van de strafbare feiten vermeld in de lijst van de zwaarste inbreuken in bijlage IV van Verordening (EG) nr. 1071/2009. De wetgever zelf beschikt overigens niet over een dergelijke bevoegdheid. Voor zover artikel 8, § 5, tweede lid, het omgekeerde zou suggereren, dient die bepaling te worden herzien.

c) Doordat zowel in artikel 8, § 5, tweede lid, als in artikel 8, § 6, tweede lid, van de ontworpen tekst het woord "aanvullen" wordt gebezigd, wordt de Koning daarbij gemachtigd om, bovenop wat de tekst van de ontworpen wet nu reeds bepaalt, nadere strafbare feiten aan te wijzen die voor degenen die zich daaraan schuldig maken, verlies van de betrouwbaarheidsstatus kunnen meebrengen. Voor zover het verlies van die status een inmenging oplevert in het recht op de vrije keuze van beroepsarbeid, welk recht inzonderheid voortvloeit uit artikel 22 van de Grondwet (zie hiervoren), geldt daarvoor de voorwaarde dat “de wet” daarin moet voorzien. Dat op dat stuk een bevoegdheid aan de Koning wordt opgedragen, is ondenkbaar tenzij in de wet zelf de “essentiële elementen” van de aangelegenheid in kwestie worden vermeld[8] en aldus de manoeuvreerruimte die aan de Koning geboden wordt, beperkt wordt. In de artikelen 8, § 5, tweede lid, en 8, § 6, tweede lid, van het ontwerp worden die “essentiële elementen” niet vermeld. Wie bepaalde passages van de memorie van toelichting leest, krijgt de indruk dat de machtiging die bij de voormelde artikelen aan de Koning wordt verleend, alleen tot doel heeft de mogelijkheid te bieden om de Belgische regelgeving snel en soepel aan te passen aan de wijzigingen die aangebracht zullen worden in de Europese regelgeving ter zake, inzonderheid ten gevolge van de bevoegdheid die bij verordening (EG) 1071/2009 (artikel 6, lid 2, b) wordt opgedragen aan de Europese Commissie. Als zulks inderdaad de bedoeling van de steller is, zou die bedoeling uitdrukkelijk naar voren moeten komen uit de voormelde artikelen van het ontwerp teneinde te voldoen aan de “legaliteitsvoorwaarde” waaraan hiervoren herinnerd is[9].

5. In paragraaf 4 behoort niet te worden verwezen naar “§ 1, 1°”, aangezien de veroordelingen vermeld in paragraaf 1, eerste lid, 1°, gelet op de definitie die daarvan in paragraaf 2 gegeven wordt, hoe dan ook niet beschouwd zouden kunnen worden als ernstige strafrechtelijke veroordelingen in de zin van paragraaf 1, eerste lid, 1°.

---

[8] Zie Grondwettelijk Hof, 29/2010, 18 maart 2010: “B.16.1. Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven en het gezinsleven, waarborgt het aan elke burger dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering. Een delegatie aan een andere macht is niet in strijd met het wettigheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de essentiële elementen voorafgaandelijk door de wetgever zijn vastgesteld”. Zie, in verband met het wettigheidsbeginsel vervat in artikel 23 van de Grondwet, Grondwettelijk Hof, 101/2008, 10 juli 2008, B. 39.

[9] Zie, bij wijze van analogie, Grondwettelijk Hof, 37/2010, 22 april 2010.

Een soortgelijke opmerking dient te worden gemaakt over artikel 11, § 4, 1°, van voorontwerp 50.422/4.

6. Aan het slot van de Franse tekst van paragraaf 7 schrijve men beter “une preuve de paiement” [10].

7. In artikel 8, § 9, van het voorontwerp dient op het eerste gezicht te worden verwezen naar artikel 2, § 1, 1° en 2°, in plaats van naar artikel 2, 1° en 2°. Artikel 2 van het voorontwerp hoeft evenwel niet in paragrafen te worden onderverdeeld, aangezien elk van beide paragrafen uit slechts één lid bestaat[11].

Per slot van rekening zou het dan ook beter zijn artikel 2 van het voorontwerp niet in paragrafen te verdelen en in artikel 8, § 9, van het voorontwerp naar artikel 2, eerste lid, 1° en 2°, te verwijzen.

Deze opmerking geldt *mutatis mutandis* voor het gehele voorontwerp[12].

Artikel 14

Als bewijs dat voldaan is aan de voorwaarde van financiële draagkracht van de onderneming in kwestie, voorziet artikel 14 van het voorontwerp alleen in het stellen van een hoofdelijke borgtocht.

Volgens artikel 17 van voorontwerp 50.422/4 kan het bewijs dat aan diezelfde voorwaarde van financiële draagkracht voldaan is eveneens geleverd worden door de jaarrekeningen van de onderneming in te dienen bij de Nationale Bank van België.

Aangezien het in beide gevallen de bedoeling is artikel 7 van verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 ‘tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldaan om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen’ (hierna verordening (EG)

[10] Vergelijk met artikel 11, § 7, van voorontwerp 50.422/4.

[11] *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 57.3.

[12] Zie de artikelen 16, 18, 21, eerste lid, 25, 27, 29, § 2 (lees: tweede lid), 33, § 4, 1° en 2°, van het voorontwerp.

nr. 1071/2009 genoemd) uit te voeren, moet in de memorie van toelichting worden opgegeven waarom een andere keuze gemaakt wordt voor de manier waarop de financiële draagkracht bewezen kan worden.

Artikel 21

Gelet op hetgeen bepaald wordt in artikel 5 van verordening (EG) nr. 1072/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 ‘tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de markt voor internationaal goederenvervoer over de weg’ dient in artikel 21 van het voorontwerp, niet alleen melding te worden gemaakt van de onderdanen van een lidstaat van de Europese Unie, van de Europese Economische Ruimte of van Zwitserland, maar ook van de langdurig ingezetenen van die Staten.

Om dezelfde reden dient daarin eveneens verwezen te worden naar het geval dat de bestuurders gebezigd worden door een vervoerder zonder bij laatstgenoemde in dienst te zijn.

Artikel 23

Artikel 23 van het voorontwerp luidt als volgt:

> “Art. 23. De houder van een nationale of communautaire vergoeding is, per gewaarmerkte kopie van die vergunning, ten bate van de VZW Instituut voor wegTransport en Logistiek België, een jaarlijkse retributie verschuldigd als vergoeding voor het studie- en onderzoekswerk dat dit instituut verricht ter bevordering van de concurrentiekracht en de financiële gezondheid van de wegvervoersondernemingen, enerzijds, en het kwaliteitsniveau en de eerlijke mededinging in de sector van het goederenvervoer over de weg, anderzijds.

Voormelde retributie kan noch gedeeltelijk, noch volledig worden teruggevorderd.”

In verband met deze bepaling behoort te worden herinnerd aan de volgende bijzondere opmerking die de afdeling Wetgeving van de Raad van State gemaakt heeft in advies 27.525/4, gegeven op 27 mei 1998 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 3 mei 1999 'betreffende het vervoer van zaken over de weg', meer bepaald over artikel 22 van dat ontwerp:

"2. Paragraaf 1, 8°, schrijft voor dat de Koning 'het bedrag van de te innen retributies ten bate van de erkende instellingen tot dekking van de studie- en promotiekosten betreffende het vervoer van zaken over de weg' bepaalt.

Er behoort te worden opgemerkt dat men de Koning dat bedrag alleen mag laten bepalen als die bijdrage als een retributie en niet als een belasting kan worden bestempeld. Krachtens artikel 170 van de Grondwet is voor het invoeren van een belasting immers de rechtstreekse bemoeiing van de bevoegde wetgever vereist, niet alleen voor het opleggen van de belastingplicht als zodanig, maar ook voor het bepalen van de hoofdbestanddelen ervan. Het staat aan de bevoegde wetgever het principe van de belasting vast te stellen, de grondslag ervan te bepalen en de heffing ervan te regelen. De wetgever kan zijn bevoegdheid terzake niet overdragen aan de uitvoerende macht, althans niet op het stuk van de hoofdbestanddelen, zoals de grondslag en het tarief van de belasting. Krachtens artikel 173 van de Grondwet is daarentegen slechts een indirect optreden van de bevoegde wetgever vereist voor het invoeren van retributies. Wanneer die wetgever bepaalt in welke gevallen een retributie vereist is, kan hij de uitvoerende macht ermee belasten de grondslag van die retributie vast te stellen.

Retributies hebben als kenmerkende eigenschap dat ze de tegenprestatie vormen voor een dienst die de overheid verleent aan de heffingsplichtige individueel beschouwd […], enerzijds, en dat er een redelijke verhouding bestaat tussen de waarde van de verleende dienst en de gevorderde retributie, anderzijds. Bij ontstentenis van zulk een verhouding verliest de retributie haar hoedanigheid van vergoeding en wordt ze een belasting. Overigens vormen die hoedanigheid van vergoeding en het vereiste van een redelijke verhouding tussen de verleende dienst en de gevorderde retributie de reden waarom het vaststellen van het bedrag van de retributie aan de uitvoerende macht wordt opgedragen […].

In casu kunnen te innen bedragen tot dekking van studie- en promotiekosten betreffende het vervoer van zaken over de weg geen tegenprestatie zijn voor een dienst die aan de individueel beschouwde heffingsplichtige zou zijn verleend" [13].

[13] Op te merken valt dat aan die opmerking gevolg gegeven is, aangezien artikel 22, § 1, 8°, van de voormelde wet van 3 mei 1999 als volgt luidt:
"8° het bedrag van de te innen retributies ten bate van de erkende instellingen als tegenprestatie voor de diensten verleend in het kader van de vervaardiging en de uitgifte van de vervoersvergunningen".

Artikelen 30 en 31

De opschriften waarvan de artikelen 30 en 31 van het voorontwerp voorzien zijn, dienen te worden omgevormd tot opschriften van hoofdstukken ofwel dienen ze te worden weggelaten.

Artikel 33

1. De uitzonderingen die gemaakt wordt in paragraaf 6, tweede zin, dienen aan te sluiten bij de regel die voorkomt in de eerste zin van dezelfde paragraaf.

2. In de Franse tekst van paragraaf 7, zevende lid, dient te worden geschreven “aliéner” in plaats van “s'aliéner”.

Artikel 34

Artikel 34, § 1, van het voorontwerp luidt als volgt:

> “Uitgezonderd bij toepassing van de artikelen 38 en 39, sporen de ambtenaren bedoeld in artikel 32 de inbreuken op deze wet, haar uitvoeringsbesluiten en de communautaire regelgeving betreffende het goederenvervoer over de weg op. Zij stellen die inbreuken vast door middel van processen-verbaal die bewijskracht hebben zolang het tegendeel niet is bewezen.”

De afdeling Wetgeving van de Raad van State ziet evenwel niet in hoe de strafbare feiten die aanleiding geven tot de toepassing van de procedures van onmiddellijke inning of consignatie, waarvan respectievelijk sprake is in de artikelen 38 en 39 van het voorliggende voorontwerp, zouden kunnen worden vastgesteld en meegedeeld aan het Openbare Ministerie om die instantie in staat te stellen te besluiten of zij de strafvordering wil uitoefenen, zonder dat een proces-verbaal wordt opgesteld.

Artikel 34, § 1, van het voorontwerp dient te worden herzien om de wens van de steller ervan er beter in weer te geven.

Artikel 41

1. Het ontworpen artikel 41, § 2, bestraft met de daarin bepaalde straffen “zij die op enigerlei wijze het toezicht op de naleving van deze wet, haar uitvoeringsbesluiten en

de communautaire regelgeving betreffende het goederenvervoer over de weg belemmeren of verhinderen".

In de memorie van toelichting staat: "De verhindering van het toezicht op de naleving van de wet is zwaarwichtiger van aard en verdient een hogere geldboete en indien nodig een vrijheidsbenemende straf. Over de notie 'belemmering en verhindering van toezicht' bestaat overvloedige rechtspraak. Kunnen bijvoorbeeld als verhindering worden beschouwd: beletten dat de vervoersmanager wordt verhoord, weigeren gevolg te geven aan een oproeping tot verhoor, weigeren documenten te tonen waarvan het bestaan vaststaat of die voorgeschreven zijn door de wet, onterecht de toegang weigeren van bevoegde controleambtenaren die de naleving van de vestigingsvoorwaarde komen verifiëren".

De afdeling Wetgeving van de Raad van State vestigt evenwel de aandacht op het feit dat het recht om zichzelf niet te beschuldigen, dat gewaarborgd is door artikel 6 van het Europees Verdrag betreffende de rechten van de mens, in principe eraan in de weg staat dat een persoon, "tegen wie een vervolging is ingesteld", in de zin van deze bepaling, kan worden bestraft omdat hij geweigerd heeft zijn medewerking te verlenen bij het bewijzen van zijn eigen schuld. De meest recente rechtspraak van het Europees Hof voor de rechten van de mens erkent weliswaar uitzonderingen op dit verbod om "rechtstreekse dwang" uit te oefenen ten aanzien van het recht om zichzelf niet te beschuldigen, maar deze uitzonderingen worden relatief beperkend opgevat [14]. Gelet op de zeer ruime werkingssfeer *ratione materiae* van de strafbaarstelling waarin het voorziet en op de zwaarte van de straffen die het bepaalt, dient het ontworpen artikel 41, § 2, opnieuw te worden onderzocht in het licht van deze Europese rechtspraak.

2. In artikel 41, § 3, 3°, van het voorontwerp moet artikel 13, 7°, a) en b), worden vermeld, en niet artikel 13, § 1, 7°, a) en b). Artikel 13 van het voorontwerp is immers niet in paragrafen onderverdeeld.

3. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 46, § 1, 2°, c), van het voorontwerp.

[14] Zie EHRM, arrest-*O'Halloran en Francis v. Verenigd Koninkrijk* van 29 juni 2007. Zie, meer recent, EHRM, arrest-*Marttinen v. Finland* van 21 april 2009. Over de kwestie, zie C. SAVONET, « Le droit au silence: un droit relatif? », *Rev. Trim. D. H.*, 2009, p. 763 en volgende. Van oudere datum, en specifiek met betrekking tot het Belgische recht, zie F. KEFER, « Questions à propos du délit d'obstacle à surveillance en droit belge », *Rev. Trim. D. H.*, 2003, p. 1305 en volgende.

Artikel 44

Er wordt verwezen naar de opmerking die in verband met artikel 23 wordt gemaakt.

Artikel 45

Artikel 45, § 1, van het voorontwerp, betreffende de toepasselijkheid van de bepalingen van boek I van het Strafwetboek op de strafbare feiten waarin het voorontwerp voorziet, vermeldt de artikelen 30, §§ 1 tot 4, 31, 32, 43 en 44.

Deze opsomming verwijst gedeeltelijk naar bepalingen die niet bestaan of die niet tot doel hebben strafbare feiten te omschrijven. Ze dient dus te worden verbeterd.

Bovendien moet in voorkomend geval het feit dat de in artikel 45, § 1, vervatte regel niet zonder meer toepasselijk wordt verklaard op alle strafbaarstellingen waarin het voorontwerp voorziet, kunnen worden gewettigd.

Artikel 48

Artikel 48, § 3, derde lid, eerste zin, van het voorontwerp bepaalt:

“De beslissing bepaalt het bedrag van de geldboete en wordt met redenen omkleed”.

Indien het de bedoeling van de steller van het voorontwerp is, wat betreft de beslissing om een administratieve geldboete op te leggen, af te wijken van de vereisten waarin de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’ reeds voorziet, dient hij de specifieke vereisten die hij wenst op te leggen nauwkeuriger te omschrijven.

Artikel 49

Paragraaf 1, tweede lid, van het voorontwerp vertoont een gebrek aan overeenstemming tussen de Franse versie en Nederlandse versie.

Dit gebrek behoort te worden weggewerkt.

Artikel 50

1. In het eerste lid dienen de woorden “kan (…) hoger beroep aantekenen” te worden vervangen door de woorden “kan (…) beroep instellen” en moeten in de Franse tekst de woorden “cet appel” worden vervangen door de woorden “ce recours”.

2. In het tweede lid schrijve men in de Franse versie: « La décision du tribunal de police n’est pas susceptible d’appel ».

Artikel 55

Artikel 55 van het voorontwerp bepaalt dat de hoofdelijke borgtochten gesteld overeenkomstig de verschillende voorgaande regelgevingen die erin worden vermeld, wat hun bedrag, hun toepassingsgebied en hun gevolgen betreft, “gelijkgesteld (worden) met de borgtochten gesteld overeenkomstig hoofdstuk V, van titel II van deze wet”. Hoofdstuk V van titel II van het voorontwerp handelt over de financiële draagkracht van de vervoersondernemingen.

Het staat aan de steller van het voorontwerp na te gaan of deze overgangsbepaling wel degelijk verenigbaar is met de voorschriften inzake financiële draagkracht die vervat zijn in artikel 7 van verordening (EG) nr. 1071/2009, waarvan artikel 23 bepaalt:

> “Ondernemingen die voor 4 december 2009 over een vergunning voor de uitoefening van het beroep van wegvervoerondernemer beschikken, dienen uiterlijk op 4 december 2011 aan de bepalingen van deze verordening te voldoen”.

Slotopmerkingen

De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt gevestigd op de noodzaak om te zorgen voor overeenstemming tussen het onderhavige voorontwerp en het voorontwerp waarover advies 50.422/4 is uitgebracht met betrekking tot het vervoer van reizigers over de weg.

Uit het onderzoek van deze twee voorontwerpen door de afdeling Wetgeving blijkt immers dat ze in ruime mate gelijklopend zijn, wat trouwens kan worden verklaard door de omstandigheid dat de twee voorontwerpen inzonderheid tot doel hebben de maatregelen voor de uitvoering van een zelfde Europese verordening vast te stellen.

Derhalve zouden de respectieve bepalingen van de twee voorontwerpen moeten overeenstemmen en zou de redactie ervan dezelfde moeten zijn.

Dit is niet altijd het geval, zoals blijkt uit de volgende voorbeelden:

1° het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk om welke reden de redactie van artikel 8, § 8, van voorontwerp 50.421/4 grondig verschilt van die van artikel 11, § 8, van voorontwerp 50.422/4; gelet op de vereisten bepaald bij artikel 6, lid 2, a), derde alinea, van verordening (EG) 1071/2009, moet de versie van voorontwerp 50.422/4 worden gevolgd;

2° artikel 13, 8°, van voorontwerp 50.421/4 verschilt, wat de Franse versie betreft, van die van artikel 16, § 1, 7° [lees: 16, 7°] van voorontwerp 50.422/4 waarin gebruik wordt gemaakt van het woord “exemption”; het is de Franse versie van voorontwerp 50.421/4 die in aanmerking moet worden genomen;

3° artikel 33, § 7, vijfde lid, tweede zin, van voorontwerp 50.421/4 omvat een zinsnede die noch in de Nederlandse versie van deze bepaling, noch in de overeenkomstige versie van artikel 23, § 8, vierde lid, van voorontwerp 50.422/4 voorkomt; deze tekst dient te worden herzien;

4° terwijl artikel 48, § 3, derde lid, van voorontwerp 50.421/4 bepaalt: “De geldboete staat in verhouding tot de ernst van de feiten en, in voorkomend geval, tot de vermogensvoordelen die zijn verkregen uit de inbreuk, die haar verantwoorden”, wordt in artikel 36, § 3, derde lid, van voorontwerp 50.422/4 geen gewag gemaakt van het mogelijke in aanmerking nemen van “de vermogensvoordelen die zijn verkregen uit de inbreuk”; er moet worden gezorgd voor samenhang tussen de twee voorontwerpen.

Ten slotte benadrukt de afdeling Wetgeving dat het noodzakelijk is elk van de twee voorontwerpen aandachtig te herzien, zowel de Franse als de Nederlandse versie ervan, aangezien deze bestemd zijn om soortgelijke aangelegenheden te regelen met het oog op de gedeeltelijke uitvoering van dezelfde verordening (EG) 1071/2009.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE, L. DETROUX,	staatsraden,
	S. VAN DROOGHENBROECK,	assessor van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

C. GIGOT P. LIÉNARDY